



Institut d'Accompagnement des Carrières
Diplomatiques et Internationales (IACDI)

Académie de Diplomatie et Relations
Internationales (ADRI)



Travail Personnel de Recherche (TPR)

Dans le cadre de l'obtention du Certificat de Capacités en

DIPLOMATIE ET ACTION HUMANITAIRE (CC-DAH)

Thème : Analyse des efforts du gouvernement du Burkina Faso dans la mobilisation des partenaires humanitaires face à la crise sécuritaire de 2022-2025

Présenté par : YOGO Yalguedo Zéphirin

Promotion : 2026

Table des matières

Dédicace.....	i
Remerciements.....	ii
Liste des tableaux et figures	iii
Sigles et abréviations	iv
Résumé et mots clés.....	v
Introduction	1
Chapitre 1 : cadre théorique	4
1.1 Revue de littérature.....	4
1.2 Définition des principaux concepts	5
1.3. L'environnement politique, diplomatique et juridique de l'étude	5
Chapitre 2 : Cadre empirique	7
2.1: Méthodologie de recherche	7
2.2 Présentation des résultats et discussions	8
2.2.1. Évaluation des ressources mobilisées de 2022 à 2025	8
2.2.2. Les stratégies et mécanismes de mobilisations des partenaires	11
2.2.2. Les contraintes et les leviers d'actions dans la réponse humanitaire	12
Conclusion.....	14
Bibliographie.....	15
Annexes	vi

Dédicace

À mes enfants !

Remerciements

L'aboutissement de ce travail personnel de recherche (TPR) est le fruit de précieux conseils, d'orientations scientifiques et d'encouragements constants de plusieurs personnes et institutions à qui nous exprimons notre plus profonde gratitude.

Nos remerciements s'adressent tout particulièrement à :

- monsieur le Directeur Général de l'IACDI et à toute l'équipe administrative pour leur vision novatrice, la rigueur organisationnelle et l'opportunité d'excellence offerte aux auditeurs pour approfondir leurs compétences internationales ;
- l'ensemble du corps professoral et des intervenants professionnels pour la haute qualité des enseignements dispensés, leur disponibilité et leur encadrement méthodologique d'exception ;
- nos chers camarades de la promotion 2026 pour le climat de fraternité, les débats intellectuels stimulants et la solidarité exemplaire durant l'ensemble du cursus ;
- mes proches, parents, amis, collègues de service et mon épouse, pour leur compréhension, leur soutien inestimable et leur patience face aux nombreuses heures de travail et d'absence exigées par ce parcours académique.

Liste des tableaux et figures

Liste des tableaux

Tableau 1: Situation des partenaires humanitaires mobilisés de 2022 à 2025 _____ 8

Tableau 2: Situation des besoins par secteurs de 2022 à 2025 _____ 9

Tableau 3: Situation des financements requis et reçus de 2022 à 2025 _____ 10

Liste des figures

Figure 1: Aperçu du financement du Plan des besoins et de la Réponse Humanitaire 2022 à 2025 _____ 10

Sigles et abréviations

ACF	Action Contre la Faim
ADRI	Académie de Diplomatie et Relations Internationales
AME	Article Ménagers Essentiels
CONASUR	Conseil National de Secours d’Urgence et de Réhabilitation
IACDI	Institut d’Accompagnement des Carrières Diplomatiques et Internationales
MILDA	Moustiquaires Imprégnées d’Insecticide à Longue Durée d’Action
MCR	Mouvements de la Croix Rouge
LAM	Lutte Anti Mine
LTB	Logements, Terres et Biens
OCHA	Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDI	Personnes Déplacées Internes
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRH	Plan de Réponse Humanitaire
PSA	Protection Sociale Adaptative
REL	Relèvement Économique et Local
SAT	Sites d’Accueil Temporaires
SNR-PDICA	Stratégie Nationale de Relèvement des Personnes Déplacées Internes et des Communautés d’Accueil
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l’Éducation, la Science et la Culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
VBG	Violence Basée sur le Genre

Résumé et mots clés

Ce présent travail de recherche propose une analyse rigoureuse et multidimensionnelle des efforts déployés par le gouvernement du Burkina Faso pour mobiliser les partenaires humanitaires nationaux et internationaux face à la crise sécuritaire majeure qui secoue le pays depuis 2015. L'étude repose sur une approche méthodique mixte, combinant l'analyse documentaire qualitative des cadres d'orientation stratégique et la collecte de données quantitatives relatives à la couverture des financements et au déploiement de l'aide sur le terrain entre 2022 et 2025.

Les résultats mettent en évidence des progrès notables en matière d'affirmation du leadership étatique, de restructuration institutionnelle via le SP/CONASUR et de ciblage prioritaire des besoins critiques des Personnes Déplacées Internes (PDI). Néanmoins, la recherche révèle également la persistance d'importants déficits de financement, des défis d'accès géophysiques et sécuritaires, ainsi qu'une nécessaire réadaptation des partenariats diplomatiques dans un contexte d'affirmation renforcée de la souveraineté nationale.

Mots Clés : Mobilisation des partenaires, Action humanitaire, Crise sécuritaire.

Abstract

This research paper presents a rigorous and multidimensional analysis of the efforts undertaken by the Government of Burkina Faso to mobilize national and international humanitarian partners in response to the severe security crisis affecting the country since 2015. The study adopts a mixed-methods approach, combining qualitative policy analysis of strategic frameworks with quantitative evaluation of funding coverage and emergency response deployment between 2022 and 2025.

The findings highlight significant achievements in national leadership, institutional restructuring through the SP/CONASUR, and targeted humanitarian interventions for Internally Displaced Persons (IDPs). However, the study also underscores persistent funding gaps, access constraints due to insecurity, and the challenge of aligning international aid mechanisms with a national diplomatic posture centered on state sovereignty.

Humanitarian Mobilization, humanitarian action, Security Crisis.

Introduction

Depuis l'année 2015, le Burkina Faso traverse la crise sécuritaire et humanitaire la plus aiguë de son histoire contemporaine. Initialement circonscrite aux zones frontalières du Nord et du Sahel, la menace terroriste et les violences armées se sont progressivement étendues à plusieurs régions du territoire national. Cette dégradation continue du climat sécuritaire a provoqué des chocs sociaux massifs, caractérisés par des attaques contre les civils, la destruction d'infrastructures de base et la fermeture d'établissements scolaires et sanitaires.

L'impact le plus dramatique de cette situation demeure le déplacement forcé de populations à une échelle sans précédent. En 2022, les statistiques officielles du Secrétariat Permanent du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (SP/CONASUR) et du Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA) recensaient déjà plus de 1,5 million de Personnes Déplacées Internes (PDI), soit une augmentation brutale de 30% en une seule année. Cette dynamique s'est poursuivie entre 2023 et 2025, entraînant une pression extrême sur les communautés d'accueil et les services sociaux de base.

Sur le plan socio-économique, cette crise a désarticulé les systèmes de subsistance traditionnels, notamment l'agriculture et l'élevage. Selon Médecins du Monde (2025), plus de 2,2 millions de personnes se sont retrouvées en situation de crise alimentaire sévère, dont plus de 260 000 en urgence nutritionnelle critique.

A partir de ce constat, si rien n'est fait la crise humanitaire va davantage se dégrader. Dès lors, il est de la responsabilité de l'État burkinabè de trouver la stratégie la plus efficace pour juguler cette crise. C'est ce qui justifie la pertinence de la présente recherche qui examine les efforts du gouvernement du Burkina Faso dans la mobilisation des partenaires humanitaire afin de répondre efficacement à la crise humanitaire.

L'objectif global de cette étude est d'examiner et d'évaluer de manière critique les stratégies, les mécanismes institutionnels et la portée opérationnelle des actions engagées par le gouvernement du Burkina Faso pour mobiliser les partenaires humanitaires entre 2022 et 2025 afin d'apporter une réponse humanitaire efficace. Autrement, il s'agit de comprendre comment l'État burkinabè s'efforce de concilier la satisfaction des besoins humanitaires d'urgence avec le maintien de sa souveraineté décisionnelle dans la gouvernance de l'aide.

La gestion d'une crise humanitaire d'une telle ampleur requiert la mobilisation massive de ressources financières, matérielles et logistiques qui dépassent largement les capacités budgétaires d'un État en développement. Traditionnellement, cette mobilisation s'appuie sur un partenariat étroit avec les agences des Nations Unies, les Organisations Non Gouvernementales (ONG) internationales et les bailleurs de fonds multilatéraux.

Toutefois, la période 2022-2025 se caractérise au Burkina Faso par un réalignement politique majeur, marqué par une affirmation rigoureuse de la souveraineté nationale et une réorganisation des relations diplomatiques. Dans ce contexte singulier, la mobilisation des partenaires internationaux se heurte à des enjeux de confiance, de coordination et d'alignement stratégique sur les priorités gouvernementales.

Dès lors, la question centrale de notre étude s'énonce comme suit : « Quelle analyse peut-on faire des efforts déployés par le gouvernement du Burkina Faso pour mobiliser les partenaires humanitaires face à la crise sécuritaire sur la période de 2022 à 2025 ? »

Afin de répondre à cette question principale, trois questions secondaires ont été formulées :

- quels sont les résultats quantitatifs et qualitatifs obtenus en termes de mobilisation financière, d'équipements et d'assistance technique ?
- quelles sont les stratégies diplomatiques et les mécanismes institutionnels d'orientation mis en place par l'État pour coordonner la réponse ?
- quels sont les contraintes majeures rencontrées et les leviers d'action disponibles pour optimiser durablement l'aide humanitaire ?

Afin d'apporter une grille d'analyse pertinente à la problématique soulevée, l'objectif principal de ce travail de recherche est d'analyser la portée, l'efficacité et les limites des efforts de mobilisation des partenaires humanitaires menés par le gouvernement burkinabè face à la crise sécuritaire entre 2022 et 2025.

De manière plus spécifique, cette recherche vise à :

- Dresser un bilan quantitatif et qualitatif des ressources financières et matérielles réunies au cours de la période d'étude.
- Identifier les stratégies et les mécanismes mis en place par le gouvernement pour mobiliser les partenaires humanitaires.
- Identifier les contraintes majeures et les leviers d'actions pour améliorer durablement la réponse humanitaire.

En réponse aux questions de recherche, nous formulons l'hypothèse principale suivante :

Face à la gravité de la crise sécuritaire, le gouvernement du Burkina Faso a structuré des efforts substantiels de mobilisation et de cadrage des partenaires humanitaires, mais le volume des ressources obtenues demeure en deçà de l'explosion des besoins humanitaires de terrain.

De cette hypothèse découlent trois hypothèses secondaires :

- malgré une augmentation absolue des fonds collectés, le taux de couverture financière des Plans de Réponse Humanitaire (PRH) reste partiel et insuffisant pour couvrir tous les secteurs vitaux.
- le gouvernement burkinabè dispose de stratégies et de mécanismes pour mobiliser les partenaires humanitaires tant au niveau diplomatique et politique.
- les contraintes sécuritaires d'accès au terrain et la rigidité des mécanismes d'octroi des fonds internationaux constituent les principaux obstacles à une réponse optimale.

Le présent travail est bâti autour de deux chapitres. Le premier chapitre sera consacré à la présentation du cadre théorique de l'étude, incluant une revue de littérature et les concepts clés. La seconde sera consacrée au cadre empirique qui présentera la méthodologie, les éléments d'analyse et de discussion des résultats.

Chapitre 1 : cadre théorique

Ce chapitre est consacré à la revue de littérature, à la définition des concepts clés et à l'environnement de la recherche.

1.1 Revue de littérature

L'analyse de l'action humanitaire en contexte de crise sécuritaire complexe a fait l'objet de nombreux travaux académiques et stratégiques. La littérature disponible met en évidence des tensions structurelles entre l'urgence de l'assistance et les impératifs de souveraineté des États d'accueil.

Dans son ouvrage majeur intitulé 'L'Afrique dans la marche de l'action humanitaire', **Hubert Edongo Menye** souligne que l'action humanitaire internationale en Afrique souffre fréquemment d'un décalage entre les logiques institutionnelles des bailleurs de fonds et les réalités socio-politiques locales. L'auteur préconise un changement de paradigme consistant à faire des États africains des acteurs décisionnels majeurs plutôt que de simples espaces de déploiement de l'aide internationale.

Pour **Delphine Allès, Frédéric Ramel et Pierre Grosser (2023)**, dans 'Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement', l'efficacité des réponses d'urgence repose désormais sur une interdépendance étroite entre les institutions étatiques, les agences internationales et le tissu associatif local. Ils démontrent que les crises contemporaines exigent un modèle collaboratif fondé sur la complémentarité des compétences et le respect des prérogatives de chaque acteur.

Par ailleurs, **Pierre Salignon et Luc Évrard (2010)**, dans leur analyse 'Haïti ne peut plus attendre', rappellent que la bureaucratisation excessive de l'aide humanitaire et la multiplication des interlocuteurs non gouvernementaux peuvent fragiliser la gouvernance locale s'ils ne sont pas fermement coordonnés par une autorité centrale légitime.

Véronique Zanetti a par son œuvre "L'intervention humanitaire. Droit des individus, devoir des États » a rappelé que la mobilisation des partenaires humanitaires est un devoir des États pour protéger les droits de l'homme.

Marie-Laure Le Coconnier et Bruno Pommier (2017) dans « L'action humanitaire et les transformations de l'environnement géopolitique mondial » attirent notre attention que la mobilisation des partenaires humanitaires doit s'adapter aux changements géopolitiques mondiaux pour être efficace.

1.2 Définition des principaux concepts

Afin d'éviter toute ambiguïté sémantique, la clarification des notions centrales de l'étude s'avère indispensable :

Mobilisation des partenaires humanitaires : la mobilisation des partenaires humanitaires peut se comprendre comme un processus stratégique, diplomatique et organisationnel par lequel l'État suscite, rassemble, organise et oriente les ressources financières, matérielles, logistiques et humaines d'acteurs multiples (Nations Unies, ONG, coopération bilatérale, secteur privé) en vue de répondre aux détresses des populations affectées par une crise.

Crise sécuritaire : elle est une situation caractérisée par la prolifération d'actes de violence armée, d'attaques terroristes ou de conflits intercommunautaires entraînant une rupture manifeste de l'ordre public, une instabilité institutionnelle et une menace directe sur l'intégrité physique et les droits fondamentaux des populations.

Réponse humanitaire : Ensemble des interventions coordonnées (secours d'urgence, assistance alimentaire, soins de santé, abris, eau et assainissement, protection) déployées pour préserver la vie, soulager la souffrance et restaurer la dignité des personnes touchées par des catastrophes ou des conflits.

1.3. L'environnement politique, diplomatique et juridique de l'étude

L'étude s'inscrit dans un contexte institutionnel burkinabè profondément marqué par des transformations politiques significatives entre 2022 et 2025. Sur le plan politique et diplomatique, le gouvernement dans l'urgence a opéré un recentrage stratégique majeur axé sur la reconquête du territoire, la souveraineté nationale et la diversification des partenariats internationaux.

Cette posture s'est traduite par la réévaluation de certains accords traditionnels et par le renforcement de l'exigence d'alignement de l'aide internationale sur les priorités nationales. La diplomatie humanitaire du Burkina Faso vise à garantir que l'assistance s'effectue dans la dignité, sans conditionnalités politiques, et sous la supervision directe des structures étatiques compétentes.

Sur le plan juridique et réglementaire, le Burkina Faso dispose d'un cadre normatif solide. Il s'appuie sur la ratification des grands instruments internationaux relatifs au Droit International Humanitaire (DIH), notamment les Conventions de Genève de 1949 et leur Protocole additionnel II de 1977, ainsi que la Convention de l'Union Africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala). Au niveau national,

la loi fixant le cadre juridique de la gestion des secours d'urgence et le décret portant création du CONASUR constituent les piliers de la réponse de l'État.

.

Chapitre 2 : Cadre empirique

La description de la méthodologie de recherche et la présentation des résultats constitueront les éléments essentiels de cette partie.

2.1: Méthodologie de recherche

Pour mener à bien cette recherche, une méthodologie mixte articulant approches qualitative et quantitative a été privilégiée. Ce choix méthodologique permet d'associer la rigueur des données chiffrées à la profondeur d'analyse des documents et des données recueillies.

L'approche qualitative s'est appuyée sur une recherche documentaire exhaustive : Analyse systématique des rapports annuels de situation de l'OCHA, des bilans opérationnels du SP/CONASUR, des textes de lois, des Plans de Réponse Humanitaire (PRH) de 2022 à 2025, ainsi que des publications des instituts de recherche spécialisés.

L'approche quantitative quant à elle, a consisté à traiter et à croiser les données statistiques financières (fonds requis vs fonds mobilisés). Leur traitement a été consolidé à l'aide des outils logiciels Excel et SPSS pour garantir la fiabilité des ratios de couverture calculés.

Les traitements des données qualitatives issues des entretiens et de la recherche documentaire, ont fait l'objet d'une transcription minutieuse, suivie d'une analyse thématique. Cette méthode a permis de dégager les perceptions, les défis et les succès narratifs, souvent non capturables par de simples chiffres.

La transparence et la confidentialité des répondants ont été assurées tout au long du processus, garantissant l'intégrité de la recherche.

Au cours de la réalisation de cette recherche, plusieurs difficultés et limites ont été rencontrées. La principale difficulté résidait dans la réticence de certains acteurs à fournir des informations précises, par crainte ou réserve, ce qui a nécessité beaucoup de patience et d'explications pour instaurer un climat de confiance favorable aux échanges. Ces contraintes ont parfois rendu difficile l'accès à certains documents essentiels pour une analyse exhaustive

Malgré ces difficultés, des efforts soutenus ont été déployés pour pallier ces obstacles et garantir une analyse rigoureuse, dans l'objectif de fournir des recommandations utiles pour améliorer les efforts du gouvernement du Burkina Faso à répondre de manière efficace à la crise humanitaire.

2.2 Présentation des résultats et discussions

Au terme des différentes revues et des entretiens réalisés, l'étude a permis de faire le bilan des partenaires humanitaires et les ressources mobilisées sur la période sous étude, d'identifier les stratégies et mécanismes de mobilisations des partenaires ; enfin de relever les défis majeurs et les opportunités pour une réponse optimale.

2.2.1. Évaluation des ressources mobilisées de 2022 à 2025

✓ *Les partenaires humanitaires mobilisés*

Le gouvernement burkinabè a dû faire recours à des partenaires pour soutenir ses efforts dans la réponse de la crise humanitaire. Ces partenaires humanitaires sont constitués d'ONG nationales et internationales, du gouvernement, des collectivités locales, du privée, des nations Unies, des Mouvements de la Croix Rouge (MCR) et de consortium d'ONG.

Tableau 1: Situation des partenaires humanitaires mobilisés de 2022 à 2025

Désignation	2022	2023	2024	2025
Nombre de partenaire (unité)	89	147	136	155

Source : PRH 2022 à 2025

L'analyse de la situation des partenaires humanitaires mobilisés laisse apparaître un effort croissant de mobilisation durant les quatre années. En effet, 89 partenaires humanitaires ont accompagné l'État Burkinabè en 2022. Ce nombre s'est accru chaque pour atteindre 115 partenaires en 2025, traduisant la capacité de l'État à mobiliser les partenaires humanitaires dans un contexte particulier.

✓ *Les ressources matérielles et techniques*

La mobilisation des partenaires humanitaires par l'État Burkinabè vise en prendre en charges les différents besoins des populations afin de préserver leurs droits élémentaires et leur dignité. C'est pourquoi, ces besoins sont évalués par secteurs

Tableau 2: Situation des besoins par secteurs de 2022 à 2025

N	Secteur/Multi-secteur	2022	2023	2024	2025
1	Abris/AME	30 953 600	39 545 500	33 172 700	117 888 795
2	Éducation	25 661 900	51 779 000	34 879 700	62 656 367
3	Eau, Hygiène et Assainissement	39 943 800	35 505 600	56 274 100	95 021 553
4	Gestion des SAT	30 726 000	6 429 700	6 372 800	16 817 432
5	Logistique	156 475	17 297 600	22 760 000	190 424 959
6	Nutrition	22 930 700	30 896 700	31 522 600	66 309 739
7	Protection	9 331 600	14 111 200	14 850 900	38 144 374
8	Protection de l'enfance	17 411 400	1 877 700	35 562 500	77 775 079
9	Protection VBG	12 518 000	1 479 400	18 151 100	57 186 132
10	Protection LAM	1 422 500	40 797 300	1 308 700	12 921 601
11	Protection LTB	796 600	18 094 200	-	6 173 256
12	Santé	15 078 500	27 994 800	31 693 300	48 755 976
13	Sécurité Alimentaire	127 968 100	183 331 800	209 904 100	213 684 572
14	Coordination	6 486 600	3 584 700	4 324 400	1 954 760
15	Réfugiés	22 475 500	26 117 100	29 758 700	29 778 065
	TOTAL	363 842 275	498 842 300	530 535 600	1 035 492 660

Source : PRH 2022 à 2025

L'analyse de tableau fait ressortir dans un premier temps les secteurs qui constitue la réponse humanitaire. L'analyse de ces secteurs fait apparaître des attentes aussi sur le plan matériel (logistique, abris/AME, matériel de protection, aménagement et mise en valeur de basfonds rizières pour les ménages de PDI) et que sur le plan technique (formation, équipement et déploiement des relais endogènes d'alertes et de sensibilisation pour accroître la résilience locale).

Dans un second temps, le tableau révèle l'ampleur du coût financier de ces besoins par secteur de 2022 à 2025. De 363 842 275 000 F FA en 2022, chaque année le coût des besoins a évolué pour atteindre 1 035 492 660 000 F CFA en 2025. Nous pouvons retenir que dans la réponse humanitaire de la crise, les besoins en ressources matérielles et techniques sont bien indexés par le gouvernement du Burkina Faso à travers les Plans de Réponse Humanitaire (PRH). Cependant, la prise en charge des PRH restent tributaire des financements mobilisés.

✓ *Les ressources financières*

Tableau 3: Situation des financements requis et reçus de 2022 à 2025

N	Désignation	2022	2023	2024	2025	Total
1	Montant requis	363 861 275	498 842 300	530 535 600	1035 492 660	2 428 731 835
2	Montant mobilisé	260 602 000	284 500 000	316 364 000	587 217 687	1 448 683 687
3	Taux de couverture des besoins	72%	57%	60%	50%	60%

Source : PRH 2022 à 2025

L'analyse des bilans financiers globaux des Plans de Réponse Humanitaire (PRH) sur la période sous revue met en évidence un effort continu de mobilisation de ressources, contrastant toutefois avec une augmentation constante des besoins budgétisés.

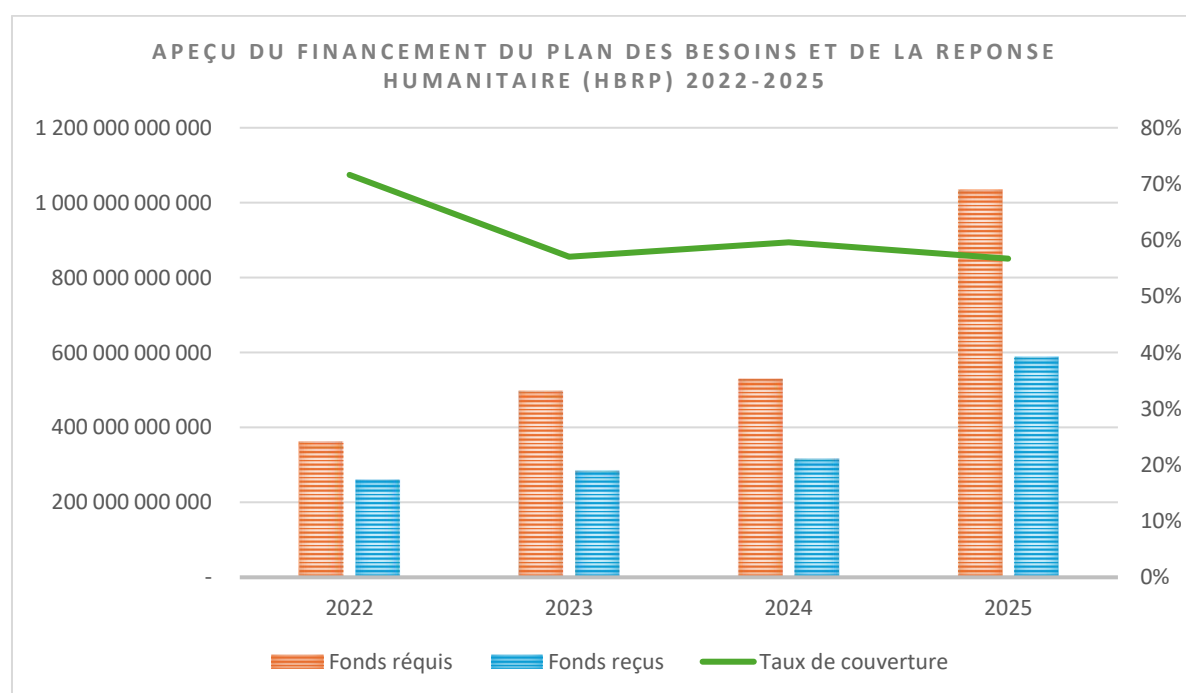


Figure 1: Aperçu du financement du Plan des besoins et de la Réponse Humanitaire de 2022 à 2025

Source : OCHA, 2026

Les chiffres révèlent une progression constante des fonds collectés entre 2022 et 2025, atteignant un sommet de couverture à 72% en 2022. Cette évolution traduit l'efficacité des mécanismes de plaidoyer conjoint entre le gouvernement et ses partenaires humanitaires.

Cependant, ces efforts de mobilisation financières sont anéantis par le volume croissant des besoins de 2022 à 2025. En effet, durant la période sous revue, le cout global du financement

attendu est 2 428 731 835 000 F CFA contre 1 448 683 687 000 F CFA de financement reçu soit un taux de couverture de 60%.

Toutes ces données illustrent parfaitement les efforts du gouvernement du Burkina Faso pour faire face à la crise humanitaire. Seulement, ils restent insuffisants pour répondre efficacement à la situation humanitaire comme l'attestent les taux de couverture financier des besoins sur la période 2022 à 2025.

Cette réalité confirme bien la première hypothèse selon laquelle, malgré une augmentation absolue des fonds collectés, le taux de couverture financière des Plans de Réponse Humanitaire (PRH) reste partiel et insuffisant pour couvrir tous les secteurs vitaux.

2.2.2. Les stratégies et mécanismes de mobilisations des partenaires

Pour optimiser l'orientation des secours et susciter l'engagement des partenaires, le gouvernement du Burkina Faso a déployé un ensemble de stratégies structurées et mis en place des mécanismes opérationnels centralisés.

2.2.2.1. Déclinaison stratégique des Plans de Réponse Humanitaire (PRH) :

- le PRH 2022, axé prioritairement sur l'aide d'urgence vitale, visant 3 millions de personnes nécessiteuses et assurant un accès de secours à 3,5 millions d'individus.
- le PRH 2023, marqué par une priorisation géographique et sectorielle stricte visant les zones à fortes concentrations de PDI (Liptako, Kulsé, Gourma).
- le PRH 2024 qui prend en compte l'intégration renforcée de la protection des femmes et des enfants contre les violences basées sur le genre et l'accès universel aux services d'eau et d'assainissement.
- Le PRH 2025 qui vise l'élargissement du ciblage stratégique pour répondre aux besoins globaux de 5,9 millions de personnes, dont 3,7 millions ciblées directement par la réponse conjointe État-Partenaires.

2.2.2.2. La Stratégie Nationale de Relèvement des Personnes Déplacées internes et des Communautés d'Accueil (SNR-PDICA 2023-2027) :

Cette stratégie constitue la clé de voûte de la vision gouvernementale. Elle vise à opérer la transition entre l'urgence humanitaire pure et la réinstallation durable des PDI. Dotée d'un plan d'action opérationnel, la SNR-PDICA définit des standards précis pour la dignité du logement, la réinsertion socio-économique et la cohésion sociale avec les communautés d'accueil.

2.2.2.3. Le Secrétariat Permanent du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (SP-CONASUR)

Le Secrétariat Permanent du CONASUR s'est affirmé comme l'organe central de pilotage de l'action humanitaire au Burkina Faso. Son rôle de régulation et de supervision s'articule autour de plusieurs mécanismes opérationnels :

- la structuration en Clusters sectoriels : L'organisation des interventions par domaines d'expertise (Santé, Nutrition, Sécurité Alimentaire, Abris/AME, Eau-Hygiène-Assainissement, Protection, Éducation) sous la co-présidence des ministères techniques et des agences de l'ONU chef de file. Cette formule garantit la non-duplication des efforts et l'harmonisation des standards d'intervention.
- les appels à la solidarité et la diversification des sources : Face aux limites des financements extérieurs traditionnels, le gouvernement a développé des mécanismes d'appel à la solidarité nationale, sollicitant le secteur privé local, les collectivités et la diaspora burkinabè pour abonder les fonds de secours.
- l'encadrement opérationnel du terrain : L'obligation d'enregistrement et la signature de conventions d'objectifs avec les ONG garantissent que chaque projet humanitaire s'aligne strictement sur la carte des besoins établie par le gouvernement.

Ces stratégies et mécanismes ci-dessus décrits confirment éloquentement notre deuxième hypothèse secondaire selon laquelle le gouvernement burkinabè dispose de stratégies et de mécanismes pour mobiliser les partenaires humanitaires tant au niveau diplomatique et politique.

2.2.2. Les contraintes et les leviers d'actions dans la réponse humanitaire

Malgré les progrès enregistrés dans la structuration de la réponse, l'action du gouvernement et des partenaires se heurte à des contraintes sévères que notre recherche a pu identifier :

- l'accès humanitaire et les contraintes sécuritaires : au cours de l'évaluation du contrat d'objectif du ministre d'État chargé de la Guerre et de la Défense Patriotique au 30 juin, il est ressorti que le taux d'occupation du territoire national est passé de 73,56% en décembre 2025 à 74,53%. En effet, la présence de groupes armés dans certaines localités restreint les déplacements terrestres, imposant le recours à des ponts aériens extrêmement coûteux pour l'acheminement des vivres et des médicaments.

- le déficit budgétaire récurrent : La persistance d'un gap financier moyen de 40 à 45% entre les requêtes budgétaires et les versements effectifs des bailleurs contraint les acteurs à réduire les rations alimentaires ou à différer des projets d'infrastructures.
- les lourdeurs procédurales : La rigidité des conditionnalités d'octroi de certains bailleurs internationaux ralentit parfois la réactivité nécessaire lors des crises d'urgence soudaines.

Néanmoins, certains acteurs humanitaires relèvent des opportunités majeures pour renforcer l'efficacité de l'aide :

- la dynamique du NEXUS Urgence-Développement-Paix : L'articulation directe des secours immédiats avec des projets de développement local et de consolidation de la paix.
- la valorisation de la localisation de l'aide : Le renforcement des capacités opérationnelles des Organisations de la Société Civile (OSC) et ONG locales, qui disposent d'un meilleur ancrage et d'une acceptabilité accrue sur le terrain.

Au regard de toutes ces données, il est établi que malgré les efforts du gouvernement burkinabè, les contraintes sécuritaires d'accès au terrain et la rigidité des mécanismes d'octroi des fonds internationaux constituent les principaux obstacles à une réponse optimale. Confirmant par la même occasion notre dernières hypothèses secondaires.

Conclusion

Au terme de cette recherche consacrée à l'analyse des efforts du gouvernement du Burkina Faso dans la mobilisation des partenaires humanitaires face à la crise sécuritaire de 2022 à 2025, plusieurs enseignements fondamentaux se dégagent.

L'étude confirme la validité de notre hypothèse principale : l'État burkinabè a accompli des efforts très significatifs pour structurer, encadrer et dynamiser la réponse humanitaire dans un esprit de souveraineté et de responsabilité nationale. La montée en puissance du SP/CONASUR, l'élaboration de plans stratégiques ciblés (PRH, SNR-PDICA) et la mise en œuvre du système de clusters témoignent d'une gouvernance institutionnelle affirmée.

Toutefois, la gravité exceptionnelle de la crise et l'ampleur des déplacements de populations maintiennent un écart structurel entre les besoins des populations et les ressources financières et matérielles effectivement mobilisées. L'accès aux zones enclavées et la volatilité des financements internationaux demeurent des obstacles majeurs.

Afin d'optimiser la mobilisation des partenaires et de renforcer la réponse humanitaire, nous formulons les recommandations suivantes :

1. Instituer un cadre permanent de dialogue stratégique et d'évaluation conjointe entre le gouvernement et le collectif des partenaires humanitaires pour fluidifier la communication.
2. Accélérer la mise en œuvre de la politique de localisation en transférant davantage de ressources directes aux ONG et associations locales.
3. Pérenniser les fonds d'urgence nationaux en diversifiant les contributions du secteur privé et des mécanismes de solidarité citoyenne.

Bibliographie

- ACTION CONTRE LA FAIM (ACF). (2022). Rapport annuel d'activité et d'impact : Burkina Faso. Paris : Action Contre la Faim, 100 p.
- ALLÈS, Delphine, RAMEL, Frédéric, & GROSSER, Pierre. (2023). Les acteurs de l'aide humanitaire et du développement : Trajectoires, enjeux et perspectives. Paris : Armand Colin, 224 p.
- CONASUR. (2023). Stratégie Nationale de Relèvement des Personnes Déplacées Internes et des Communautés d'Accueil (SNR-PDICA 2023-2027). Ouagadougou : Secrétariat Permanent du CONASUR, MFSNFA.
- CONASUR. (2024). Plan de Réponse Humanitaire 2024.
- CONASUR. (2025). Plan de Réponse Humanitaire 2025.
- EDONGO MENYE, Hubert. (2018). L'Afrique dans la marche de l'action humanitaire : Réflexions sur la souveraineté et l'assistance. Paris : Éditions L'Harmattan, 184 p.
- Humanitarian Action : <https://response.reliefweb.int>
- LE COCONNIER, Marie-Laure, & POMMIER, Bruno. (2017). L'action humanitaire et les transformations de l'environnement géopolitique mondial. Paris : Éditions du Croquant, 256 p.
- MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITÉ. (2024). Rapport de bilan consolidé de la réponse humanitaire nationale (2022-2024). Ouagadougou : Gouvernement du Burkina Faso.
- OCHA BURKINA FASO. (2022). Plan de Réponse Humanitaire 2022. Genève : Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies.
- OCHA BURKINA FASO. (2023). Plan de Réponse Humanitaire 2023.
- OCHA BURKINA FASO. (2024). Aperçu des besoins humanitaires et réponse stratégique : Burkina Faso 2024-2025. Genève : OCHA.
- OCHA: <http://www.unocha.org>

- PNUD BURKINA FASO. (2022). Rapport sur le développement humain : Crises, résilience et cohésion sociale au Sahel. Ouagadougou : Programme des Nations Unies pour le Développement.
- SALIGNON, Pierre, & ÉVRARD, Luc. (2010). Haïti ne peut plus attendre : Critique de la gouvernance de l'aide internationale. Paris : Éditions de l'Atelier, 160 p.
- UNION AFRICAINE. (2009). Convention de l'UA sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala). Addis-Abeba : Union Africaine.
- ZANETTI, Véronique. (2008). L'intervention humanitaire : Droit des individus, devoir des États. Paris : Presses Universitaires de France, 128 p.

Annexes

Annexe 1 : situation des contributions des donateurs de 2019 au 30 juin 2026



BURKINA FASO

Aperçu du financement du plan des besoins et de la réponse humanitaire (HNRP) 2026

au 30 Juin 2026

CONTRIBUTION DES DONATEURS AU HNRPs DEPUIS 2019

Donateur	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
Etats Unis	14,1M	71,4M	83,1M	149,7M	124,5M	237,7M	92,6M	5,3M	778,3M
ECHO	15,7M	26,9M	18,8M	32,3M	40,9M	33,7M	37,5M	33,1M	239,0M
Allemagne	8,0M	10,8M	20,2M	52,1M	34,2M	17,7M	12,9M	11,7M	167,7M
CERF	10,3M	18,9M	18,1M	12,8M	22,4M	16,0M	12,9M		111,4M
Royaume-Uni	6,3M	19,9M	16,2M	7,2M	4,9M	9,2M	10,7M		74,4M
Japon	2,4M	16,7M	16,5M	8,2M	9,2M	11,5M	3,0M	3,9M	71,4M
Canada	1,1M	5,8M	9,7M	14,1M	19,5M	6,3M	7,1M	6,3M	69,8M
France	4,1M	11,8M	11,3M	15,8M	11,5M	10,3M	4,7M		69,5M
Suède	3,5M	9,9M	10,1M	6,3M	12,8M	10,9M	2,2M	2,7M	58,3M
Danemark	6,1M	5,6M	16,0M	9,0M	6,9M	5,0M	1,5M	3,5M	53,5M
Norvège	1,0M	8,5M	6,6M	3,2M	8,7M	5,0M	2,7M	4,3M	40,0M
Suisse	2,7M	3,8M	3,8M	4,1M	7,5M	5,1M	5,6M	5,1M	37,7M
Belgique	1,2M	5,5M	3,8M	3,7M	5,3M	4,4M	3,5M	5,7M	33,1M
Italie	3,8M	0,3M	6,6M	3,9M	3,2M	4,4M	5,5M	4,8M	32,5M
Pays-Bas	0,1M	0,1M	5,8M	6,7M	8,6M	5,4M	4,6M		31,1M
Privé (particuliers et organisations)	0,0M	0,6M	24,7M	1,4M	0,2M	1,2M	0,6M	0,0M	28,8M
Commission européenne	6,8M	1,0M	3,2M		0,8M	1,0M	12,8M	0,4M	25,9M
Luxembourg	0,1M	2,5M	1,7M	6,4M	2,1M	5,1M	4,2M	0,5M	22,7M
République de Corée		0,2M	1,5M		2,4M	5,5M	3,5M	1,8M	14,8M
OCHA			2,0M	1,0M	4,5M	3,8M	3,1M		14,4M
Non spécifié	0,2M	0,6M	12,7M	0,6M					14,2M
UNICEF	3,8M	2,3M	3,9M		0,0M	2,2M	0,7M	0,8M	13,9M
Education Cannot Wait Fund	1,9M	9,3M	0,2M		1,5M				12,9M
Autriche		1,2M	1,7M		4,2M	2,4M	0,9M	0,8M	11,2M
SIDA						0,4M	5,2M	3,4M	9,1M
QFDD		3,2M	4,9M	0,8M					9,0M
Le Fonds Mondial							8,8M		8,8M
UNHCR		7,3M				0,8M	0,7M		8,8M
Save the Children			0,5M	2,7M	1,7M	2,6M	0,3M	0,5M	8,4M
Qatar Charity		0,1M		1,0M	0,5M	0,2M	3,6M	1,2M	6,6M
Arabie Saoudite		0,4M	0,2M	0,2M	0,4M	0,4M	3,5M	1,2M	6,2M
Finlande		1,4M	1,4M			3,3M			6,1M
AICS				2,0M	1,4M		1,2M	1,4M	6,1M
Stichting Vluchteling						0,4M		2,3M	5,4M
Banque Mondiale		4,7M	0,4M						5,1M
BAD		2,9M	1,5M	0,6M					5,0M
Espagne				1,3M		1,4M	0,3M	1,1M	4,5M
Aide direct					0,8M	1,6M	1,4M		3,8M
EuropeAid DEVCO		0,3M	0,9M	0,9M	0,9M	0,6M			3,6M
Chaîne du Bonheur		0,3M			0,4M	1,5M	0,5M	0,5M	3,3M
Irlande	0,1M	0,1M	0,3M	0,2M	0,7M	0,4M	1,3M		3,1M
UN Peacebuilding Fund			1,2M				1,0M	0,7M	2,8M
PAM	0,5M		0,4M				1,9M		2,7M
HSI				0,3M	0,7M	1,2M	0,4M		2,6M
Fédération de Russie					2,5M				2,5M
UNFPA	0,3M	0,5M	0,4M				0,8M	0,3M	2,3M
Mohamad Bin Rashid Al Maktoum Foundation					2,0M				2,0M
CRI Foundation							1,7M		1,7M
Peacebuilding Fund							1,5M		1,5M
ACF						0,8M	0,6M		1,4M
Monaco	0,1M	0,2M	0,1M	0,3M	0,2M		0,1M	0,1M	1,4M
PUI						0,9M	0,3M		1,2M
KFW Development						1,2M			1,2M
GiveWell					0,8M	0,3M			1,2M
SDC					0,4M	0,3M	0,3M	0,1M	1,2M
Chine		1,2M							1,2M
BMGF							1,0M		1,0M
UNMPTF			0,5M	0,1M			0,2M	0,2M	1,0M
CDC			1,0M						1,0M
ShelterBox						0,9M			0,9M
UNICEF-Espagne							0,2M	0,7M	0,9M
Global Partnership for Education				0,9M					0,9M
IMS							0,0M	0,8M	0,8M
GAVI Alliance				0,7M					0,7M
Total	94,1M	257,1M	312,4M	351,3M	350,8M	424,2M	273,2M	105,4M	2168,5M

Sources: FTS. Feedback: ocha-burkinafaso@un.org www.unocha.org https://response.reliefweb.int/burkina-faso www.unocha.org www.reliefweb.int

Annexe 2 : résumé du PRH 2024

TITRE	PLAN NATIONAL DE REPONSE HUMANITAIRE 2024
PERIODE	Janvier 2024-Décembre 2024
SECTEUR D'INTERVENTION	Humanitaire
COUVERTURE GEOGRAPHIQUE	Nationale
CIBLES PRIORITAIRES	3 548 380 personnes déplacées internes et personnes vulnérables
COÛT TOTAL	71 839 023 000 FCFA
APPORT DE BUDGET L'ETAT	30 591 793 000 FCFA
APPORT DES PTF	41 247 230 000 FCFA

Annexe 3 : résumé du PRH 2024

TITRE	PLAN NATIONAL DE REPONSE HUMANITAIRE 2025
PERIODE	Janvier 2025-Décembre 2025
SECTEUR D'INTERVENTION	Humanitaire
COUVERTURE GEOGRAPHIQUE	Nationale
CIBLES PRIORITAIRES	5.915.136 personnes vulnérables
COÛT TOTAL	1.035.492.660.031 FCFA
BUDGET DE L'ETAT	564.747.380.112 FCFA
APPORT DES PTF	470.745.279.919 FCFA